

Bordeaux, Metz, Nantes,  
Paris, Villejuif, 11 avril 2011

Monsieur le Premier ministre  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75700 Paris

Monsieur le Premier ministre,

Les signataires de cette lettre sont des scientifiques qui ont consacré une grande partie de leur carrière à exercer leurs compétences, comme chercheur/e/s ou praticien/ne/s, dans le champ des drogues, légales ou illicites. Notre but en tant que scientifiques est d'observer et de comprendre les effets nocifs de ces substances et les comportements qui leur sont associés, de façon générale et dans la population française en particulier. L'objectif ultime de ces recherches, au-delà de leur publication dans des revues scientifiques, est de contribuer à promouvoir la santé des populations par une lutte adaptée et pertinente contre les addictions.

Nous étions membres du Collège Scientifique de l'Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies (OFDT) au titre de personnalités qualifiées. Certain/e/s, parmi nous, ont exercé cette fonction bénévole pendant plus de dix années depuis la création de l'Observatoire en 1993. Nous n'avons pas compris pour quelles raisons un terme a été mis à nos fonctions en fin 2009 sans même que nous en soyons officiellement informés/e/s.

Dans cette fonction, comme dans nos autres positions à l'extérieur de l'OFDT, nous avons toujours considéré que la connaissance scientifique d'une part, et l'action publique contre les drogues, d'autre part, doivent pouvoir disposer à tout moment d'une information fiable, régulière, longitudinale, recueillie et traitée selon des critères exclusivement professionnels et, il va sans dire, indépendante de toutes pressions et de tous intérêts extérieurs. À notre avis, - et il serait difficile de nous trouver des contradicteurs qualifiés sur ce point -, l'OFDT a pleinement répondu à cette fonction, avec compétence et rigueur éthique, au cours des quinze années pendant lesquelles il a été sous la direction de Jean-Michel Costes.

C'est la raison pour laquelle nous sommes stupéfait/e/s d'avoir récemment appris qu'il serait évincé de ce poste auquel, malgré de nombreuses vicissitudes, il était prêt à se consacrer pour un nouveau mandat.

L'OFDT, depuis sa création, a rempli sa mission en produisant des données scientifiques, notamment épidémiologiques, reconnues au niveau international qui n'ont jamais été remises en cause, que ce soit par l'autorité de tutelle ou par nos pairs.

L'indépendance de l'Observatoire est désormais clairement remise en cause y compris au plan scientifique ; une situation absurde : quelle crédibilité accorderait-on à des experts dont l'indépendance ne serait pas assurée ?

Nous vous prions instamment d'intervenir auprès de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et Toxicomanies pour examiner en toute impartialité les critères d'une décision à ce jour infondée et durablement délétère pour les politiques de lutte contre les drogues.

En vous remerciant vivement de votre attention, soyez assuré, Monsieur le Premier ministre, de la confiance qui nous porte à penser que vous serez un recours efficace contre l'irrationalité, l'incohérence et l'arbitraire de cette décision susceptible de produire des dégâts inutiles et coûteux pour la collectivité.

Sylvain Dally, professeur de Médecine légale Toxicologie. Université Paris 7, Président du Collège scientifique de l'OFDT (2006-2009) ;

Annie Sasco, médecin et Directrice de Recherche, Epidémiologie pour la Prévention du Cancer, Inserm U897, Université Bordeaux Segalen ;

Maria Melchior, épidémiologiste, chargée de recherche Inserm, unité 1018, Epidémiologie des déterminants sociaux et professionnels de la santé, Villejuif ;

Antoine Lazarus, professeur de médecine, responsable du département de Santé Publique de la Faculté de Médecine de Bobigny, université de Paris XIII ;

Pierre Kopp, économiste, agrégé des universités, Professeur à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne ;

Serge Karsenty, sociologue, chercheur honoraire, laboratoire Droit et changement social, Université de Nantes ;

Claude Jacob, Psychiatre des Hôpitaux, ancien chef de Service, ancien responsable du Pôle Addictologie de l'Intersecteur des Pharmacodépendances de la Moselle à Metz ;

Isabelle Grémy, médecin épidémiologiste, directrice de l'Observatoire Régional de Santé d'Ile-de-France ;

Alain Epelbouin, médecin anthropologue, chercheur CNRS-MNHN Paris ;

Catherine Berthier, administratrice Insee.